



## Le siège d'Al Hudaydah, le crime de guerre de Washington au Yémen

Par [Bill Van Auken](#)

Mondialisation.ca, 17 juin 2018

[wsws.org](#) 15 juin 2018

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#), [Guerre](#)

[USA OTAN](#)

Le siège du port d'Al Hudaydah dans la mer Rouge au Yémen, lancé par les forces armées de l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis (ÉAU) mercredi à l'aube, pourrait coûter la vie à quelque 250 000 personnes dans la ville, selon une estimation de l'ONU, tout en menaçant de tuer des millions de personnes à travers le pays par la faim et la maladie.

Infliger des souffrances de masse aux civils est l'objectif principal de l'attaque d'Al Hudaydah, principale source de nourriture, de carburant et de médicaments pour au moins 70 pour cent de la population dans un pays qui dépend des importations pour 90 pour cent de sa nourriture. Le but est d'affamer le peuple yéménite appauvri jusqu'à ce qu'il se soumette.

La bataille pour la ville, la zone urbaine la plus peuplée du Yémen, avec une population de 400 000 à 600 000 personnes, promet d'être la plus sanglante depuis que l'Arabie saoudite a lancé sa guerre contre la population yéménite en mars 2015 dans le but de renverser les rebelles Houthis et la réinstallation du régime d'Abd Rabbuh Mansour Hadi, un régime fantoche de Riyad et de Washington.

Depuis le début de la guerre, il y a un peu plus de trois ans, au moins 13 000 personnes ont été tuées, la grande majorité d'entre elles étant des victimes civiles des frappes aériennes saoudiennes. Le tribut imposé par la coupure de l'approvisionnement en nourriture et en médicaments et la destruction des infrastructures de base infligées par le blocus dirigé par l'Arabie Saoudite et la guerre aérienne, cependant, a été bien plus élevé.

Rien que l'année dernière, quelque 50 000 enfants yéménites sont morts de faim - environ 1000 chaque semaine - selon le groupe d'aide humanitaire Save the children (sauvez les enfants). Un million de Yéménites sont infectés par le choléra, une épidémie qui a coûté la vie à près de 2500 personnes. Dans le cadre de ses préparatifs pour l'offensive contre Al Hudaydah, les avions de combat saoudiens ont bombardé une clinique qui traite le choléra dirigée par Médecins sans Frontières.

Cette guerre totale contre une population entière, semblable à celle menée par le Troisième Reich d'Hitler il y a trois quarts de siècle, serait impossible sans le soutien ininterrompu - militaire et politique - de l'impérialisme américain depuis ses débuts.

Les États-Unis, avec leurs principaux alliés de l'OTAN, le Royaume-Uni et la France, ont fourni les avions, les navires de guerre, les bombes, les missiles et les obus utilisés pour dévaster le Yémen et abattre son peuple. Au cours de ses huit années au pouvoir, le

président Barack Obama a supervisé 115 milliards de dollars de ventes d'armes à la dictature monarchique de Riyad. L'Administration Trump, qui a cherché à forger un axe anti-Iran avec l'Arabie saoudite, les autres cheikhs réactionnaires du Golfe et Israël, a promis des accords d'armement avec Riyad qui pourraient potentiellement atteindre 110 milliards de dollars.

Le Pentagone a fourni une aide directe et indispensable à l'attaque menée par les Saoudiens, assurant le ravitaillement des avions qui bombardent les civils yéménites, dotant un centre de commandement conjoint à Riyad des officiers du renseignement et de la logistique et les navires de guerre américains renforçant le blocus du pays par l'Arabie Saoudite et les ÉAU. Récemment, des bérets verts américains ont été déployés avec les forces terrestres saoudiennes pour les aider dans leurs opérations contre le Yémen. Sous la bannière de la « guerre contre la terreur », le Pentagone mène sa propre guerre aérienne au Yémen, effectuant au moins 130 frappes aériennes et par drones au cours de l'année dernière, quatre fois plus qu'en 2016.

L'Administration Trump a donné le feu vert au siège actuel d'Al Hudaydah sous la forme d'une déclaration du secrétaire d'État américain, Mike Pompeo, annonçant qu'il avait parlé avec les dirigeants des Émirats arabes unis, et qu'il avait « exprimé clairement notre désir de répondre à leurs préoccupations de sécurité ». Des responsables du Pentagone ont rapporté que des officiers américains aident à sélectionner des cibles dans la ville portuaire.

Compte tenu de l'ampleur de la catastrophe au Yémen et du rôle criminel joué par le gouvernement américain, il convient de noter que les médias américains ont largement ignoré le siège d'Al Hudaydah, tout comme les sièges américains qui ont réduit en décombres les villes de Mossoul en Irak et Raqqa en Syrie, en tuant des dizaines de milliers, ou, d'ailleurs, les estimations du nombre de civils tués dans la guerre américaine pour renverser Saddam Hussein en Irak, qui allaient de 500 000 à un million.

Le Yémen est emblématique de la situation mondiale 30 ans après la dissolution de l'Union soviétique, qui a déclenché une période de guerre incessante et de violence impérialiste débridée.

Les crimes de guerre à l'échelle de ceux commis dans les années 1930 et 1940 sont devenus presque monnaie courante. Les populations civiles peuvent être massacrées ; les réfugiés de la frontière sud des États-Unis jusqu'à la Méditerranée peuvent être traités avec les méthodes de la Gestapo ; tandis que l'armée israélienne peut abattre en toute impunité des manifestants palestiniens non armés et est défendue par Washington ; et tout cela soulevant à peine un sourcil dans la presse bourgeoise.

Une exception au silence des médias a été une paire d'éditoriaux honteux qui sont apparus jeudi dans le *New York Times* et le *Washington Post*. Rejetant l'hypocrisie, ils ont tous deux exprimé un certain malaise au sein de l'*establishment* américain au sujet des événements au Yémen.

L'éditorial du *Times* note que la guerre a entraîné « des morts innombrables parmi les civils, dont beaucoup sont attribués aux frappes de bombardement sans discernement par la coalition ». Le journal ajoute : « Sous le droit international, ces attaques peuvent être qualifiées de crimes de guerre dans lesquels les États-Unis et la Grande-Bretagne, un autre fournisseur d'armes, sont complices. »

Le *Washington Post* avertit : « les États-Unis, qui fournissent déjà des renseignements, du ravitaillement et des munitions à leurs deux alliés, seront complices si le résultat est ce que les responsables humanitaires disent : famine, épidémies et autres souffrances humaines, dépassant tout que le monde a vu depuis des décennies. »

Que les deux journaux de l'élite dirigeante américaine utilisent le mot « complice » pour décrire le rôle de Washington au Yémen a une importance indéniable. En termes juridiques, la complicité est une action pour laquelle une personne est tenue pénalement responsable d'avoir aidé et encouragé la perpétration d'un crime.

Dans le cas du Yémen, la complicité concerne des crimes de guerre d'une ampleur historique mondiale qui n'auraient jamais pu être commis sans l'aide et l'encouragement de l'impérialisme américain.

Basé sur les principes juridiques et les critères utilisés dans les procès de Nuremberg qui ont envoyé les dirigeants survivants du Troisième Reich d'Hitler à la potence ou à la prison, il y en a beaucoup à Washington qui devraient être poursuivis et le sort de la vie en prison ou pire pour les crimes commis au Yémen.

Cela inclut non seulement Trump et ceux de son Administration directement impliqués dans les atrocités au Yémen – Pompeo, le ministre de la Défense, James « Chien enragé » Mattis, Nikki Haley et d'autres hauts responsables de l'appareil militaire et de renseignement – mais aussi leurs prédécesseurs, Barack Obama, John Kerry, Ashton Carter, Susan Rice et d'autres responsables de l'initiation du soutien américain à la guerre menée par l'Arabie saoudite.

Sur la base du précédent de Nuremberg, les PDG de sociétés telles que Lockheed Martin, Boeing et Raytheon qui ont encaissé des milliards pour fournir les armes utilisées pour assassiner des hommes, des femmes et des enfants yéménites seraient également jugés, tout comme les dirigeants politiques des deux grands partis qui ont soutenu la politique américaine et les représentants des médias qui ont fonctionné sans vergogne comme un instrument de la propagande de guerre.

Aux côtés de leurs homologues britanniques des gouvernements du Premier ministre Theresa May et David Cameron, avec leurs homologues respectives de la politique étrangère, de l'armée et du renseignement, ainsi que des marchands d'armes britanniques qui ont aussi récolté des profits massifs provenant du bain de sang au Yémen.

La réalité, cependant, c'est qu'aucun des criminels de guerre de Washington et de Londres ne sera appelé à rendre des comptes pour leurs crimes au Yémen – ou en Irak, en Afghanistan, en Libye, en Syrie et ailleurs – en dehors de la mobilisation des classes ouvrières américaine et britannique, unies dans la lutte avec les travailleurs du Yémen et du reste du Moyen-Orient et de la planète entière.

Bill Van Auken

Article paru d'abord en anglais, WSWWS, le 15 juin 2018

Articles Par : [Bill Van Auken](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)